

# Document

## Le sauvetage d'AIG a sauvé la mise aux banques européennes (17.03)

**AFP – 16.03.**

L'assureur américain AIG, sauvé de la faillite en septembre par l'Etat, a révélé dimanche que l'argent reçu du contribuable avait surtout servi à dédommager des banques européennes... ce qui ne devrait pas manquer de braquer une opinion déjà très remontée contre lui.

Trois institutions ont reçu 70% des 52 milliards de dollars de fonds publics utilisés entre septembre et décembre pour dénouer les positions souscrites par la filiale financière d'AIG: la banque d'affaires américaine Goldman Sachs (12,9 milliards de dollars), la banque française Société Générale (11,9 milliards) et de banque allemande Deutsche Bank (11,8 milliards).

Parmi les autres gros bénéficiaires de fonds publics figurent la britannique Barclays (7 milliards), la banque d'affaires américaine Merrill Lynch (6,8 milliards) et la suisse UBS (5 milliards), selon ces documents.

Deux autres établissements français auraient pu perdre gros dans la débâcle de l'ancien numéro un mondial de l'assurance: BNP Paribas (4,9 milliards de dollars) et Calyon, la banque d'affaires du Crédit Agricole (2,3 milliards).

La britannique HSBC, les allemandes Dresdner Bank et DZ Bank, les néerlandais Rabobank et ING auraient pu aussi abandonner beaucoup d'argent dans le naufrage d'AIG si l'Etat fédéral n'était pas venu à sa rescousse.

AIG a expliqué sa décision de publier la liste de ses contreparties par la nécessité de "maintenir un haut niveau de transparence en ce qui concerne l'utilisation de fonds publics". Le groupe précise n'avoir pris la décision de la diffuser qu'après consultation de la Réserve fédérale pour déterminer l'impact que pourrait avoir cette annonce sur le secret des affaires.

AIG a dû faire l'objet de quatre plans de sauvetage successifs, entraînant la mobilisation de plus de 170 milliards de dollars de fonds publics. Le groupe a affiché des pertes inouïes de 99,3 milliards au titre de l'année écoulée.

Les autorités américaines avaient défendu leur choix de sauver le groupe par le fait que sa faillite pourrait avoir des conséquences en cascade sur le reste de la finance mondiale. Le groupe avait en effet souscrit des milliers de milliards de dollars de contrats assurant le bon remboursement d'emprunts à risques, devenus sans valeur avec l'intensification de la crise.

Ce sauvetage est vivement contesté au sein de l'opinion et de la classe politique américaines et nombre de voix s'étaient faites entendre ces dernières semaines pour savoir à qui avait profité l'argent du contribuable.

Lors d'une émission télévisée, le président de la Réserve fédérale, le très pondéré Ben Bernanke, a lui-même reconnu dimanche que, parmi toutes les initiatives prises depuis le déclenchement de la crise, "ce qui le mettait le plus en colère" était le sauvetage contraint et forcé d'AIG.

"C'est totalement injuste que l'argent du contribuable aille soutenir une compagnie qui a fait ces paris fous, qui opérait sans supervision des régulateurs. Mais nous n'avons pas d'autre choix que de la stabiliser, sous peine d'un impact énorme, pas seulement sur le système financier mais sur l'ensemble de l'économie américaine", a déclaré M. Bernanke.

AIG n'avait pas redoré son blason lorsqu'il a transpiré qu'il allait devoir verser, pour des raisons contractuelles, 450 millions de dollars de primes cette année aux artisans même de sa déconfiture.